

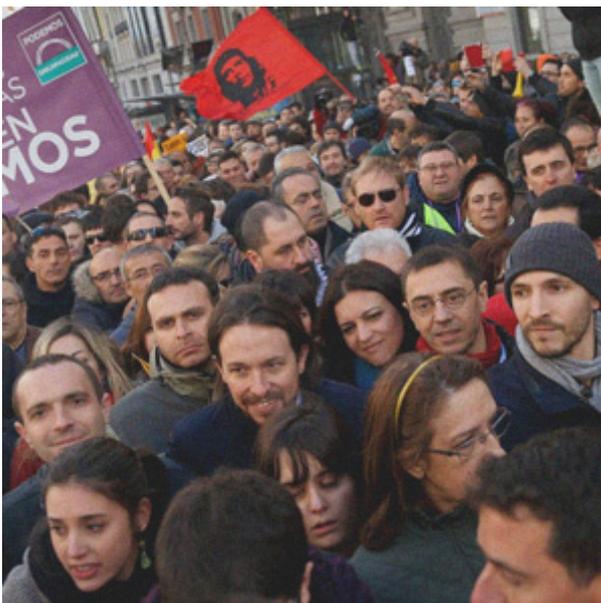
Incarner la politique

Amador Fernández-Savater

11 janvier 2016

Traduction inédite, en français, pour le site de Ballast

Au pays des « Indignados » du 15 mai 2011 (le fameux mouvement « 15M »), où la lutte politique s'est voulue extérieure aux institutions et aux partis, le pari électoraliste — porté, notamment, par Podemos — ne fait pas l'unanimité dans les rangs de ceux qui, avec ou sans drapeaux, entendaient bien changer la donne. Le journaliste espagnol Amador Fernández-Savater propose ici un bilan à deux faces : une victoire et une défaite. Victoire, car plus personne, dans l'espace politique institutionnel, ne pourra ignorer ce soulèvement massif et faire litière de ses revendications on ne peut plus concrètes et utiles au quotidien de tous ; défaite, car, l'élan retombé dans les bras de la représentation et de la délégation de pouvoir, le peuple est retourné à son état de spectateur et de commentateur de la « vie politique ». Un appel à « reprendre l'expérimentation à ras le sol ». Par Amador Fernández-Savater



Les âmes et les cœurs



Comment comprendre la nature profonde de la gestion politique de la présente crise économique ? Je pense qu'on peut trouver une source d'inspiration dans quelqu'un qui fait autorité en matière néolibérale : Margaret Thatcher. En 1988, la Dame de fer énonce en toute franchise : « *L'économie fournit la méthode, mais l'enjeu est de changer le cœur et l'âme.* » Il me semble que c'est exactement à partir de ce point de vue qu'il convient de penser les politiques menées en Europe depuis 2008. Il ne s'agit pas uniquement d'une série de coupes budgétaires ou de mesures sévères d'austérité destinées à « sortir » de la crise pour retourner à l'endroit où nous nous trouvions, mais bien de *redéfinir radicalement les formes de vie* : notre relation au monde, aux autres et à nous-mêmes. Vu sous cet angle, la crise constitue le moment idéal pour la mise en œuvre d'un processus de « destruction créatrice » de tout ce qui, dans les institutions, le lien social et les subjectivités, fait obstacle ou défie la logique de la croissance et du rendement à l'infini — qu'il s'agisse de vestiges de l'État-providence, d'initiatives organisées ou spontanées de solidarité ou d'entraide, de valeurs non compétitives ou non productivistes, etc. Détruire ou privatiser tous les services publics de protection sociale et déprimer les salariés, c'est encourager l'endettement et la lutte au coude à coude pour la survie. Il en ressort un type d'individu pour lequel l'existence est une tentative constante d'autovalorisation. *La vie entière se transforme en travail.*

« La santé n'est plus un droit pour tous, riches ou pauvres ; dorénavant, tout dépendra du fait que vous soyez assurés ou non. »

Est-ce trop abstrait, conspirationniste, ou même « métaphysique » d'avancer cela ? Au contraire, c'est tout à fait banal et quotidien – d'où le triomphe de cette entreprise de destruction. Un exemple parmi d'autres : que révèle le décret-loi Royal 16/2012, approuvé par le Parti populaire, qui exclut des services de santé des dizaines de milliers de personnes ? Les militants de Yo Sí Sanidad Universal [*collectif de désobéissance civile de professionnels de la santé, ayant pour objectif de poursuivre le soin aux personnes désormais exclues du système de santé, ndlr*], qui luttent au quotidien, analysent ainsi cette mesure : il ne s'agit pas d'une réduction du nombre de radiographies ou de chirurgiens, mais d'un *changement qualitatif* : désormais, la santé n'est plus un droit pour tous, riches ou pauvres ; dorénavant, tout dépendra du fait que vous soyez assurés ou non. Le décret n'est que le moyen ; l'objectif est de *reprogrammer l'imaginaire social* en ce qui concerne le droit à la santé. Autrement dit, d'intégrer un nouveau mode de penser et de sentir, au quotidien – en acceptant des changements qui, la plupart du temps, masquent cette terrible réalité : les services de santé sont dorénavant le



privilège de ceux qui le méritent. Chacun, alors, d'agir en conséquence : guerre de tous contre tous et sauve-qui-peut.

La peau...

Dans cette perspective, la fin de l'occupation des places du 15M représente un des moments politiques les plus intéressants de ces dernières années. Parce que l'immense quantité d'énergie concentrée dans l'espace-temps des places s'est redéployée en métamorphosant les différents territoires du quotidien. Des assemblées de quartier ont d'abord été créées, puis une vague déferlante de défense du service public s'est levée, la PAH [*Plateforme des victimes des hypothèques, ndlr*] s'est développée et puis multipliée, des milliers d'initiatives, presque invisibles, se sont mises à fourmiller partout : des coopératives, des jardins urbains, des **banques de temps**, des réseaux d'économie solidaire, des centres sociaux, de nouvelles librairies, etc. On peut dire que l'événement du 15M a revêtu l'ensemble de la société d'une sorte de « deuxième peau » : une *surface extrêmement sensible*, dans et à travers laquelle chacun ressent comme lui étant propre ce qui arrive à d'autres, inconnus (l'exemple le plus probant est celui des expulsions ; mais souvenons-nous aussi de la dimension sociale qu'a prise la lutte du quartier Gamonal [*quartier populaire de la ville de Burgos, qui s'est illustré en 2014 en luttant contre un projet d'urbanisation mené par la municipalité ; une lutte dirigée par le Parti populaire, ndlr*]). Un espace de *haute conductivité* dans lequel les différentes initiatives prolifèrent et résonnent entre elles sans se référer à aucune instance centralisante (ou du moins à des appellations telles que « 99 % » ou « 15M ») ; une *pellicule* ou *un film anonyme* où circulent des courants d'affects et d'énergies imprévisibles et ingouvernables, qui traversent allègrement les catégories sociales établies (sociologiques, idéologiques...). Nous commettrions une erreur en pensant cette « deuxième peau » avec les concepts classiques de « société civile », d'« opinion publique » ou de « mouvement social ». Dans tous les cas, *c'est la société elle-même qui s'est mise en mouvement*, créant un climat global de politisation qui ne connaît ainsi ni dedans ni dehors, ni tête ni base, ni centre ni périphérie.



(AP)

Et pourquoi s'agit-il d'un moment particulièrement intéressant ? Parce que le défi qui nous est lancé par le néolibéralisme (si bien synthétisé par la formule de Thatcher) y est relevé, autant sur le plan de l'*étendue* que de l'*intensité*. Une lutte portant sur les formes de vie que l'on souhaite et celles dont on ne veut plus s'exerce dans tous les recoins de la société, sans acteurs, moments ni lieux privilégiés. Dans chaque hôpital menacé de fermeture et dans chaque école soumise à des coupes budgétaires, devant chaque voisin en plein procès d'expulsion et chaque migrant sans couverture sociale devant les portes d'un centre de santé, se pose la question : *Comment va-t-on vivre ?* Cette question ne se pose pas sur un plan rhétorique ou discursif, mais pratique, incarné et sensible. Ce qui nous importe et ce qui ne nous est pas indifférent, ce qui nous paraît digne ou non, ce que nous tolérons ou que nous ne tolérons plus. Voulons-nous vivre dans une société où quelqu'un peut mourir d'une grippe, être expulsé de sa maison, ne pas avoir les moyens de scolariser ses enfants... ?

« Comment va-t-on vivre ? Cette question ne se pose pas sur un plan rhétorique ou discursif, mais pratique, incarné et sensible. »

Peau ouverte, peau dilatée, peau forte. Face à la guerre du tous contre tous et au sauve-qui-peut qui ne peut qu'attiser la logique du bénéfice par-dessus tout, la dimension *commune* de notre existence se met en mouvement : solidarité, attention et entraide, lien et empathie. Face à la passivité, la culpabilité et la résignation que sème la stratégie du choc, une étrange joie se propage un peu partout : « *Nous sommes foutus, mais contents* », m'a dit un jour un ami au cœur de ces journées d'assemblées, de marées humaines. Contents de partager le mal-être au lieu d'avalier ses larmes en privé, en allant jusqu'à les transformer en possibilités d'action. Ce « changement de peau » a produit en très peu de temps des réussites véritablement impressionnantes (que seuls



des regards obtus refusent de voir) : la mise en cause de la légitimité des institutions politiques et culturelles qui dominaient l'Espagne depuis des décennies ; le changement global dans la perception de sujets clés comme les expulsions ; des victoires concrètes, comme celles de Gamonal, de la marée blanche [*grandes mobilisations des professionnels de la santé contre les réformes (coupures budgétaires, privatisations de certains services...) du système de santé en Espagne, ndlr*] ou de la loi sur l'avortement de Gallardón [*projet de loi conservateur qui visait à rendre quasi impossible les interruptions volontaires de grossesse, abandonné suite aux contestations sociales massives à travers le pays, ndlr*] ; la neutralisation de l'émergence de fascismes à l'échelle macro et micro — un risque toujours latent en période de crise –, etc. Ces avancées ne sont pas dues à un type de *pouvoir* quelconque (institutionnel, économique, médiatique, etc.), mais bien à l'existence d'une *force* qui fait vaciller les aspirations de la société, se propager une autre sensibilité et se déployer de nouveaux affects. Cette *force sensible* est, et a toujours été, le pouvoir des sans-pouvoir.

... et le théâtre

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le point de vue dominant dans la lecture des impasses rencontrées par les mouvements 15M au cours du second semestre de 2013, est que ceux-ci avaient atteint « un plafond de verre » : les marées se heurtent à un mur (la fermeture institutionnelle), mais ce mur ne cède pas. Aucun changement tangible n'est intervenu dans la politique d'ensemble du pays et son orientation générale : les expulsions, les coupes budgétaires, les privatisations et l'appauvrissement se poursuivent. Ce diagnostic portait en lui-même sa réponse : la voie électorale s'est présentée comme l'unique chemin possible pour sortir de l'impasse et briser ce « plafond de verre ». Podemos en premier lieu, les candidatures aux municipales ensuite — avec des formes et un style très différents —, ont canalisé l'insatisfaction sociale et le désir de changement. (En Catalogne, c'est le processus indépendantiste qui semble rediriger le mal-être, mais une analyse de cette situation précise dépasserait le cadre de cet article). Comment interpréter les résultats de ce « tournant électoral » ? Ma lecture et ma sensation sont assez ambivalentes : *nous avons gagné et perdu à la fois. Nous avons gagné*, parce que, presque sans ressources ni structures et malgré les campagnes de peur, les nouvelles formations ont rivalisé avec succès face aux grandes machines des partis traditionnels, en bouleversant une carte électorale qui jusque-là semblait immobile. À présent, il y a des chances raisonnables pour que les nouveaux gouvernements (municipaux pour le moment) cristallisent certaines revendications de base des mouvements (sur les expulsions de logement, les coupes budgétaires, etc.) et remettent en cause, au moins en partie, les cadres normatifs qui reproduisent la logique

néolibérale de la concurrence dans différents domaines de la vie quotidienne. *Nous avons perdu*, parce que les logiques de la représentation et de la délégation, de la centralisation et de la concentration qui ont été mises en cause par la crise et la pression de la rue lors du 15M se sont réinstallées dans l'imaginaire social.



(AFP)

Finallement, la force d'attraction électoraliste a fait plier la peau dans ce qu'on pourrait appeler un « volume théâtral », c'est-à-dire un type d'espace (matériel et symbolique) organisé autour des divisions dedans/dehors, acteur/spectateur, plateau/scène, scène/couloisses. Schématiquement, il s'agit là d'une manière de faire très rhétorique, fondée sur le discours, mettant au premier plan les « acteurs les plus doués » (leaders, stratèges, « politologues »), polarisée autour d'espaces et de moments bien déterminés (la conjoncture électorale, le programme et les promesses électorales) et focalisée sur la conquête de l'opinion publique (les fameuses « majorités sociales »). Cela a succédé à une façon de faire davantage fondée sur l'action, accessible à tous, s'exerçant dans des temps et des espaces hétérogènes, autodéterminés et en rapport étroit avec la vie matérielle (un hôpital, une école, une maison) ; une façon de faire qui s'adresse aux autres non pas en tant que votants ou spectateurs, mais en tant que collaborateurs et égaux avec qui penser et agir en commun. Si le 15M a mis au centre le problème de la vie et des formes de vie, la tentative de conquête des institutions a remis au centre la question de la représentation et du pouvoir politique.

« Une façon de faire qui s'adresse aux autres non pas en tant que votants ou spectateurs, mais en tant que collaborateurs et égaux avec qui penser et agir en commun. »



Chacune de ces options a ses conséquences. La division entre le « théâtre » et ceux qui n'en font pas partie affecte en retour les forces de mobilisation, tant en ampleur qu'en intensité, fragilisant ainsi la lutte contre le néolibéralisme. D'un côté, ce qui reste en dehors des murs du théâtre perd en valeur et en puissance et se révèle réduit et dévalué. Un exemple très clair : les mouvements deviennent l'objet d'une simple référence rhétorique, ou bien s'interprètent comme des revendications ou demandes à entendre, à synthétiser ou à articuler par une instance supérieure, *ce qui efface alors complètement leur dimension essentielle de création d'un monde ici et maintenant* - nouvelles valeurs, nouvelles relations sociales, nouvelles formes de vie. Le théâtre rend absent ce qu'il représente ; on perd ainsi la relation vive avec l'énergie créatrice des mouvements. D'un autre côté, ce qui se voit à l'extérieur du théâtre est une projection de l'intérieur. Je fais référence à quelque chose de très concret et de très quotidien : la réquisition complète de l'esprit social (pensée et regard, attention et désir) par ce qui se passe sur la scène. Combien de temps de notre vie récente avons-nous perdu à parler du tout dernier geste de l'un de nos superhéros/héroïnes (Iglesias, Monedero, Carmena, Garzón, ou n'importe qui d'autre) ? Avec la nouvelle politique, les œuvres et les acteurs changent, il y a de nouveaux décors et de nouveaux scénarios, mais on demeure comme avant des spectateurs, des commentateurs et donneurs d'opinion devant nos écrans, perdant ainsi le contact avec notre centre de gravité : nous-mêmes, nos vies, nos problèmes, ce que nous sommes disposés à faire et ce que l'on fait déjà, les pratiques qu'on invente plus ou moins collectivement, etc. Hypersensibles aux stimuli qui nous viennent d'en haut, indifférents et anesthésiés quant à ce qui arrive autour de nous (peau fermée). Et ça ne sert à rien de critiquer le théâtre : l'attention reste focalisée dessus, même quand elle s'y oppose.

Rouvrir la peau

Pour résumer, le néolibéralisme n'est pas un « régime politique », mais un système social qui organise la vie entière. Ce n'est pas un « robinet » qui fait couler ses politiques vers la base et qu'on peut simplement fermer en conquérant les lieux centraux du pouvoir et de la représentation : il s'agit d'une dynamique de production des affects, des désirs et des subjectivités (« *La finalité est de changer les cœurs et les âmes* ») en œuvre dans une multitude de domaines. La voie électorale-institutionnelle a ainsi ses propres « plafonds de verre ». C'est peut-être cela que nous pouvons apprendre du feuilleton tragique de Syriza : à l'intérieur des cadres établis de l'accumulation et de la croissance, la marge de manœuvre du pouvoir politique est très limitée. Changer pour d'autres modèles (pensons par exemple à la [décroissance](#)) ne peut pas se « décréter » d'en haut : cela requiert au contraire toute une redéfinition sociale de la

pauvreté et de la richesse, de ce qu'est la belle vie et le désirable, que seuls « ceux d'en bas » peuvent susciter. Pour cette raison, constituer le *pouvoir* en destituant la *force* (passer de la peau au théâtre) est catastrophique. Ce sont toujours les nouveaux processus de subjectivation, les nouveaux changements de peau qui redéfinissent les consensus sociaux et ouvrent le champ des possibles, *même pour les gouvernements*. Il s'agit alors de *rouvrir la peau* (la tienne, la mienne, celle de tout le monde).



(DR)

Au niveau intime, cela exige de chacun de nous qu'il résiste à la capture de l'attention et du désir, de la pensée et du regard par les logiques représentatives et spectaculaires. Si le théâtre joue chaque jour le spectacle du mariage funeste entre le pouvoir politique et les moyens de communication (y compris, malheureusement, les médias alternatifs, tout aussi hypnotisés par la « conjoncture »), nous le reproduisons tous, dans n'importe quelle conversation entre amis ou en famille, lorsque nous le laissons organiser le cadre de nos questions, préoccupations et opinions : populiste ou mouvementiste ? confluence ou unité populaire ? untel ou untel ? Il faut inverser ce mouvement centripète et fuir de tout centre : centri-fuir. Récupérer son axe. Partir de nous-même. Regarder autour. Au niveau général, il s'agit de reprendre l'expérimentation à ras le sol et à hauteur des formes de vie : penser et essayer de nouvelles pratiques collectives, inventer de nouveaux outils et moyens pour les renforcer et les développer, imaginer de nouvelles cartes, boussoles et langages pour les nommer et les communiquer. L'impasse de 2013 [en 2013, les grandes mobilisations des années 2011-2012 sont arrivées à une impasse face à l'immobilisme du gouvernement de Mariano Rajoy, nldr] était en grande partie due, si on porte le regard sur soi et non vers l'extérieur – en cherchant un impact sur le pouvoir politique –, à une inadéquation radicale entre nos schémas de référence (formes d'organisation, images du changement, etc.) et ce qui était en train de se passer.



Bien sûr, cela est et restera une longue route, difficile, frustrante parfois, mais aussi réelle et en ce sens satisfaisante. Parce que la promesse qui nous est lancée depuis la scène d'un « changement » qui ne va rien exiger de nous, sinon d'aller voter pour le bon parti le jour des élections, n'est rien d'autre qu'une mascarade. Être à la hauteur du défi néolibéral passe par le déploiement d'une « politique expansive » : non pas réduite ni restreinte à des espaces déterminés (médiatiques et institutionnels), à des temps déterminés (la conjoncture électorale) et à des acteurs déterminés (partis, experts), mais bien plutôt étendue au niveau de chacun, collée à la multiplicité/matérialité des situations de vie, créatrice de valeurs capables de rivaliser face aux valeurs néolibérales de la concurrence et du succès. Le mot « politique » en lui-même ne suffit plus pour nommer une telle chose, tant il nous trahit toujours en déplaçant le centre de gravité vers le pouvoir, la représentation, l'État, les politiciens, le théâtre. Il ne s'agit pas d'opérer un changement de régime, mais d'alimenter un processus multiple d'autodétermination de la vie. *La politique est la méthode, mais le défi, c'est de changer nos âmes et nos cœurs.*

NOTE DE L'AUTEUR

C'est la lecture de *Économie Libidinale* de Jean-François Lyotard qui m'a suggéré les images de la peau et du théâtre. Ce texte élabore les idées nées des conversations avec Marga et Raquel, Leo, Franco, Diego, Ernesto, Álvaro, Marta, Ema...

Texte original : « La piel y et teatro. Salir de la política », www.eldiario.es, 16 octobre 2015. Traduit de l'espagnol par Arthur Moreau, Cihan Gunes et Luis Dapelo, avec l'aimable autorisation de l'auteur.
